Médiapart 20170615

Appel à un changement radical

Un "appel à un changement radical de politique migratoire en France" a été lancé sur Mediapart le 15 juin 2017 par 300 organisations, dont le Centre Primo Levi.

Plus de 200 organisations, des très connues à des micro-collectifs dans des villages, lancent un appel public inter-associatif à Emmanuel Macron, Edouard Philippe et Gérard Collomb pour que le gouvernement change radicalement sa politique migratoire. Elles réclament **l'organisation d'une conférence nationale d'urgence pour qu'émergent des politiques alternatives d'accueil**.

Le ministre de l'intérieur a fait connaître ses premières intentions en matière de politique migratoire, et nous déplorons qu'il y manque l'engagement impératif de **mettre un terme aux violences policières à l'encontre des migrants et réfugiés**. De même, aucun mot n'a été prononcé pour annoncer **la fin de l'intimidation à l'égard de citoyens ou associations, qui sur le terrain s'efforcent d'assurer accueil et solidarité à leur égard**. Deux priorités qu'il faut d'urgence mettre en œuvre au regard des situations qui prévalent à Paris, de nouveau à Calais, à la frontière franco-italienne, mais aussi ailleurs en France.

Pourtant, la situation actuelle le démontre implacablement : la gestion répressive des migrations internationales et le non-respect du droit d'asile qui prévalent dans la plupart des pays d'Europe, et en France en particulier, sont un échec effroyable. Tout d'abord parce que les guerres, les violations des droits humains, l'aggravation des inégalités et les catastrophes climatiques jettent un nombre incompressible de personnes sur les routes de l'exil, et **aucune police au monde ne pourra jamais empêcher des jeunes de chercher à se construire un avenir**, ou des familles de vouloir protéger leurs enfants. Ensuite parce que « tarir les flux d'arrivées », selon les mots mêmes du Ministre, relève de l'illusion et du mensonge, que nous payons au prix fort : des milliers de vies perdues chaque année en Méditerranée ou sur les autoroutes d'Europe, des centaines de millions d'euros gaspillés tous les ans, d'insupportables souffrances humaines, mais aussi des territoires sous tension, des bénévoles et des citoyens choqués et épuisés… De tels choix politiques fracturent nos territoires, dressent les hommes et femmes les uns contre les autres et nourrissent le rejet de l'autre et le repli sur soi.

Nous, membres d'associations nationales, collectifs de migrants ou citoyens réunis dans des initiatives locales de solidarité avec eux, composons une grande partie de la « société civile » organisée, qui tous les jours sillonne le terrain pour pallier les manquements, l'aveuglement et l'inhumanité des politiques publiques. **Nous avons vu des dizaines de milliers de personnes, ces derniers mois, s'engager, dans leurs quartiers ou dans leurs villages, pour témoigner de l'humanité la plus élémentaire** : offrir réconfort et dignité à des personnes accablées par des parcours de souffrance et de danger, voyant leurs droits fondamentaux tout simplement niés par les autorités de l'État.

Face à ce qui constitue un véritable « état d'urgence », nous appelons les responsables politiques et administratifs à poser les vraies questions : notre conception de la justice admet-elle que des militants de solidarité soient harcelés, et jugés comme délinquants, ou que des distributions alimentaires soient interdites par arrêté municipal ? Les droits fondamentaux que nous aspirons à voir respectés à travers le monde sont-ils compatibles avec la détention de milliers de personnes qui ont pour seul tort d'avoir cherché à survivre et bâtir un avenir meilleur ?

Nous qui construisons chaque jour une France solidaire et accueillante, **nous appelons donc le Président de la République et le Premier Ministre à convoquer d'urgence une conférence impliquant tous les acteurs, afin qu'émergent des politiques alternatives d'accueil et d'accès aux droits empreintes de solidarité et d'humanité**.

L'appel demeure ouvert à signature des organisations et collectifs, à l'adresse contact@emmaus-international.org *La carte collaborative du Sursaut citoyen recense les collectifs et groupements de citoyens engagés pour l'accueil et l'accompagnement des migrants en France.*